AGROECOLOGY FUND

Échange d'apprentissage du Fonds pour l'Agroécologie

Village de Kufunda,
Zimbabwe



Septembre, 2024







Résumé

Échange d'apprentissage africain du Fonds pour l'agroécologie, édition 2024 : tracer la voie vers des économies agroécologiques

Le Fonds pour l'agroécologie a organisé une édition 2024 de l'échange d'apprentissage africain au village de Kufunda, à Harare, au Zimbabwe, du 15 au 19 septembre 2024. Cette rencontre était la première d'une série de trois échanges régionaux. Elle a réuni plus de 125 participants venus de toute l'Afrique, notamment des bénéficiaires, des donateurs et des conseillers du Fonds pour l'agroécologie. Elle s'est appuyée sur les échanges d'apprentissage mondiaux en face à face qui ont eu lieu entre la communauté du Fonds pour l'agroécologie en 2016 et 2020, ainsi que sur les nombreuses réunions virtuelles qui sont



Village de Kufunda / Zimbabwe

devenues un outil d'apprentissage essentiel pendant et après la pandémie de COVID. En raison de la forte augmentation du nombre de bénéficiaires du Fonds pour l'agroécologie, il n'est plus possible d'organiser un seul grand échange mondial ; nous sommes donc passés à des échanges régionaux d'apprentissage en présentiel, avec un échange organisé en Afrique, un autre en Asie et un autre encore dans les Amériques.

Pour le mouvement agroécologique africain, la mise en place d'économies agroécologiques viables est une priorité stratégique essentielle. Bien que les avantages écologiques et sociaux de l'agroécologie soient bien documentés, sa viabilité à long terme et sa capacité à se développer à grande échelle dépendent de la création de voies économiques à la fois fondées sur des principes et rentables pour les petits exploitants agricoles, les entrepreneurs et les communautés locales. Cet échange d'apprentissage a donc été organisé pour relever directement ce défi. En mettant les praticiens de terrain au premier plan de cette discussion, l'échange visait à approfondir la réflexion dans ce domaine et à accélérer l'adoption de pratiques agroécologiques économiquement durables à travers l'Afrique.

Afin de garantir un environnement propice à la co-création, l'échange a adopté une méthodologie participative.

Cela comprenait des sessions thématiques avec des présentations «déclencheurs», des discussions en groupe dirigées en espace ouvert pour explorer des sujets supplémentaires, et un «marché» pour le réseautage informel. Une visite au marché de Mbare, le plus ancien et le plus grand marché territorial du Zimbabwe, a permis de prendre conscience de la réalité et d'ancrer les discussions dans l'expérience directe des systèmes alimentaires locaux.

Les participants ont également assisté au festival national annuel Good Food and Seed («De bonnes semences et de bons aliments») du Zimbabwe au Jardin botanique de Harare. Ce festival est l'un des plus importants du genre en Afrique et s'inscrit généralement dans la stratégie des participants visant à faire connaître l'agroécologie et à la rendre visible tant auprès des producteurs que des consommateurs.

>> *Thèmes principaux des discussions*

1. Entreprises agroécologiques
Cette thématique a exploré des modèles tels que les coopératives alimentaires gérées par des agriculteurs de la Kenyan Peasants League (KPL), qui éliminent les intermédiaires, et les entreprises de bio-intrants gérées par des jeunes de JVE-Togo, qui offrent des perspectives de carrière viables. Les défis à relever comprennent la mise à l'échelle sans bureaucratie et l'apport d'un soutien pendant la phase initiale à but non lucratif.

2. Commercialisation et mise à l'échelle
Le groupe a débattu de la manière d'accroître l'impact de l'agroécologie. Les approches proposées allaient de l'intégration des chaînes de valeur à la multiplication des initiatives locales. La discussion a mis en évidence le défi que représente la mise à l'échelle sans perdre de vue les principes fondamentaux.

3. Mécanismes financiers
Les participants à cette discussion se sont concentrés sur l'accès à du crédit abordable pour les petits exploitants agricoles. Les représentants de la Concertation nationale des organisations paysannes au Cameroun (CNOP-CAM) ont présenté leur fonds renouvelable plus formel, qui réduit les taux d'intérêt, ainsi que la calebasse de solidarité d'Agrecol Afrique, un système de crédit traditionnel basé sur la confiance. Le débat a porté sur l'intégration des systèmes formels et informels.

4. Systèmes participatifs de garantie
Cette discussion a porté sur le contrôle de la qualité mené par les agriculteurs. L'Eastern and Southern Africa Small-Scale Farmers' Forum of Uganda («Forum des petits agriculteurs d'Afrique orientale et australe de l'Ouganda») (ESAFF Uganda) a présenté son Système participatif de garantie déjà bien établi, tandis que Les Jardins de l'Espoir au Bénin ont partagé leur processus d'élaboration d'une norme nationale. Les principaux enjeux concernaient la reconnaissance des marchés et le maintien de l'autonomie en cas d'intervention gouvernementale.

5. Marchés territoriaux
Ce groupe a souligné l'importance des marchés locaux et régionaux. Les représentants de Participatory Ecological Land Use Management («Gestion écologique participative de l'utilisation des terres») (PELUM) Zimbabwe ont montré comment ils ont utilisé le plaidoyer politique pour améliorer les marchés, tandis que l'Institut de recherche et de promotion des alternatives en développement (IRPAD) du Mali a décrit comment il utilise la recherche pour comprendre et créer une demande sur le marché pour les produits agroécologiques. Les défis comprenaient des lois obsolètes et la nécessité de développer simultanément l'offre et la demande.

6. Chaînes de valeur
Cette session a examiné les stratégies visant à mettre en place des chaînes de valeur locales. Inades-Formation Togo a réussi à faire renaître

le fonio, une céréale presque tombée dans l'oubli, tandis que les Services d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD) du Cameroun se sont concentrés sur le remplacement de la farine de blé importée par des solutions locales. Le succès a apporté de nouveaux défis, notamment celui de maintenir le contrôle local malgré l'augmentation de la demande des consommateurs.

>> *Tables rondes*

Deux tables rondes ont abordé le financement de l'agroécologie. Au sein d'une table ronde de donateurs, des appels ont été lancés pour que : 1) l'on octroie des subventions flexibles directes aux organisations et réseaux locaux, 2) les donateurs utilisent de meilleurs outils d'évaluation agroécologique afin d'éviter «l'écoblanchiment», et 3) les donateurs reconnaissent la nature communautaire des solutions africaines et fournissent des possibilités de financement en conséquence. Une deuxième table ronde, à laquelle ont participé des fonctionnaires, a mis en évidence la lenteur de la mise en œuvre des politiques, le manque d'absorption par le marché des produits agroécologiques et le danger que représente la dépendance des agriculteurs à l'égard des aides financières. Les solutions mettaient l'accent sur la défense des intérêts fondée sur des données probantes, l'autonomisation des femmes et des jeunes entrepreneurs, l'apprentissage par l'expérience pour les décideurs politiques et les plateformes collaboratives.

>> *Conclusion*

L'échange d'apprentissage a mis en évidence le défi que représente la création d'une économie agroécologique qui est à la fois fondée sur des principes et rentable. Il a également illustré une multitude de solutions pratiques qui fonctionnent déjà sur le terrain et auxquelles le Fonds pour l'agroécologie peut apporter un soutien accru à mesure qu'il progresse •

Table des **Matières**

Résumé **04**

Liste des abréviations **11**

1. Introduction : les économies agroécologiques dans un contexte plus large **14**

2.Le fonds pour l'agroécologie et la diversité de ses partenaires africains **18**

Le festival Good Seed and Food au Zimbabwe* 20

3. Méthodologie de la réunion **24**

3.1 Engagement avec des connaissances structurées et le pouvoir 25

3.2 Favoriser la co-création entre pairs 25

3.3 Connexion avec les réalités du terrain 25

Le marché de Mbare : le cœur battant du système alimentaire du Zimbabwe 26

4. Les six thématiques **30**

4.1 Entrepreneuriat agroécologique 30

4.2 Commercialisation et développement à grande échelle de l'agroécologie 32

4.3 Mécanismes financiers 34

4.4 Systèmes participatifs de garantie 36

4.5 Marchés territoriaux 40

4.6 Chaînes de valeur 41

**De bonnes semences et de bons aliments*

5. Financement de l'agroécologie **46**

5.1 Débat sur les donateurs 46

5.2 Discussion entre fonctionnaires 48

5.3 Changements nécessaires 48

6. Exploration des thèmes liés à l'agroécologie et des domaines connexes **52**

6.1 Thématique 1 : la lutte politique pour la terre et les droits 52

6.2 Thématique 2 : construire une économie viable et fondée sur des principes 53

6.3 Thématique 3 : mettre à profit la culture et le savoir intergénérationnel 53

7. Recommandations concernant la stratégie du fonds pour l'agroécologie **58**

7.1 Affiner les processus de financement et d'octroi de subventions 58

7.2 Renforcer le développement des capacités et le partage des connaissances 59

7.3 Renforcer la création de réseaux et de mouvements 59

7.4 Renforcer le plaidoyer stratégique et l'influence 61

8. Conclusion **64**

9. Remerciements **66**

10. Références **68**



Liste des abréviations

AFSA	Alliance for Food Sovereignty in Africa (Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique)
AWOLA	Africa Women Leaders in Agroecology (Femmes africaines leaders dans le domaine de l'agroécologie)
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CNOP-CAM	Concertation nationale des organisations paysannes au Cameroun
COFERSA	Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire
ESAFF	Eastern and Southern Africa Small-Scale Farmers' Forum (Forum des petits agriculteurs d'Afrique de l'Ouest et du Sud)
FIDA	Fonds international de développement agricole
GIZ	German Agency for International Cooperation (L'Agence allemande de la coopération internationale)
HLPE	High Level Panel of Experts (Groupe d'experts de haut niveau)
IPES	International Panel of Experts on Sustainable Food Systems (Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables)
IRPAD	L'Institut De Recherche et de Promotion Des Alternatives en Developpement
JVE	Jeunes Volontaires Pour l'Environnement
KPL	Kenyan Peasants League (Ligue paysanne du Kenya)
KTA	Knowledge Transfer Africa (Transfert de connaissances Afrique)
PELEM	Participatory Ecological Land Use Management (Gestion écologique participative de l'utilisation des terres)
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
SAILD	Services d'Appui aux Initiatives Locales de Développement
SPG	Systèmes Participatifs de Garantie
SSA	Systèmes de Savoirs Autochtones
UNDROP	Déclaration des Nations unies sur les Droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales


00
01
02



Introduction : **les économies agroécologiques dans un contexte plus large**

Introduction : les économies agroécologiques dans un contexte plus large

Les discussions sur les économies agroécologiques qui ont eu lieu lors de l'échange d'apprentissage au Zimbabwe s'inscrivaient dans le cadre d'un débat mondial plus large. Cet événement a donné la parole aux personnes qui construisent ces nouvelles économies en Afrique, et leur travail sur le terrain donne vie aux idées clés discutées sur le plan international. Un rapport clé du Groupe d'experts de haut niveau de l'ONU (HLPE-FSN 2019), par exemple, a proposé l'agroécologie comme un moyen essentiel de réparer nos systèmes alimentaires mondiaux. Le rapport appelle à des changements importants, notamment la nécessité de soutenir les marchés territoriaux qui constituent les réseaux alimentaires locaux et régionaux reliant les producteurs et les consommateurs d'une région. Ces marchés renforcent les liens communautaires et ont le potentiel de fournir une alimentation saine à tous. Cet appel à soutenir les marchés territoriaux s'aligne sur les conclusions du Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES Food 2024), qui soutient que le passage d'une alimentation fragile et anonyme « provenant de nulle part » à des systèmes résilients et locaux qui promeuvent et fournissent une alimentation « provenant de quelque part » est essentiel pour la durabilité et le contrôle démocratique de l'alimentation.

En Afrique, cette collaboration complexe entre la société civile et les pouvoirs publics est menée par les mouvements propres au continent. L'Alliance for Food Sovereignty in Africa (« Alliance pour la souveraineté



alimentaire en Afrique ») (AFSA) est un réseau regroupant plus de 40 organisations régionales africaines et doté d'un manifeste clair (Farrelly, Westwood et Boustred 2021). Elle revendique la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit des populations à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite selon des méthodes durables ; elle revendique également leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. La vision de l'AFSA repose sur un accès sécurisé à la terre, aux semences, au crédit et, surtout, aux marchés territoriaux locaux.

Ce travail s'appuie également sur le droit international relatif aux droits de la personne. La Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) reconnaît légalement les droits des agriculteurs sur leurs terres et leurs semences, ainsi que leur droit d'avoir leur mot à dire dans les décisions qui affectent leur vie. L'agroécologie passe ainsi d'un simple ensemble de techniques agricoles et d'espaces de commercialisation à un projet politique visant à rendre nos systèmes alimentaires plus démocratiques.

L'échange d'apprentissage au Zimbabwe a permis aux acteurs de terrain de débattre et de partager leurs points de vue sur ces sujets d'actualité. Qui mieux que ces acteurs de première ligne pour façonner une économie juste et durable fondée sur l'agroécologie ? Les récits et les stratégies partagés par les participants montrent que les idées sur les marchés, la souveraineté et les droits ne sont pas seulement des théories ; elles concernent également les systèmes alimentaires qui s'inscrivent dans des cultures et des communautés complexes.




01
02
03



Le fonds pour l'agroécologie et la diversité de ses partenaires africains

Le fonds pour l'agroécologie et la diversité de ses partenaires africains



La mission du Fonds pour l'agroécologie est de soutenir le mouvement mondial visant à mettre en place des systèmes alimentaires équitables et justes. Il rassemble les fonds provenant de divers donateurs et les distribue directement à divers groupes collaboratifs, notamment des alliances mondiales et continentales, des réseaux régionaux et des organisations qui travaillent avec des communautés et des groupes locaux impliqués dans la chaîne alimentaire. Le Fonds pour l'agroécologie considère l'agroécologie comme un « moteur de changement » capable de résoudre de nombreux problèmes à la fois, du changement climatique à la malnutrition.

Le mode de fonctionnement du Fonds pour l'agroécologie est unique. Dans le cadre d'un processus conçu pour partager le pouvoir, il rassemble des donateurs, des conseillers et des bénéficiaires en tant que partenaires. Au lieu de laisser les décisions être prises par le personnel d'un bureau distant, le Fonds pour l'agroécologie s'appuie, pour ses recommandations de financement, sur ses conseillers experts dispersés à travers le monde et intégrés dans des mouvements. Un principe clé est qu'au moins 80 % des fonds reçus par le Fonds pour l'agroécologie sont directement affectés à des subventions.

La stratégie du Fonds pour l'agroécologie ne se limite toutefois pas à l'octroi de subventions. Afin d'améliorer et d'influencer positivement l'ensemble du domaine de l'agroécologie, il soutient l'apprentissage, la recherche-action et la collecte de données probantes parmi les bénéficiaires de subventions ; il collabore

également avec des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux afin d'approfondir les investissements dans l'agroécologie fondée sur des principes.

Cet échange d'apprentissage s'appuie sur les échanges d'apprentissage mondiaux en présentiel qui ont eu lieu entre les membres de la communauté du Fonds pour l'agroécologie en 2016 et 2020 ; il s'appuie également sur de nombreuses réunions virtuelles qui sont devenues un outil d'apprentissage essentiel pendant et après la pandémie de COVID. En raison de la forte augmentation du nombre de bénéficiaires du Fonds pour l'agroécologie, il n'est plus possible d'organiser un seul grand échange mondial ; nous sommes donc passés à des échanges régionaux d'apprentissage en face à face, avec un échange organisé en Afrique, un autre en Asie et un autre encore dans les Amériques.

AEF jouit d'une présence forte et croissante en Afrique. À ce jour, le Fonds a soutenu 76 collaborations ou organisations différentes travaillant dans au moins 28 pays africains.

L'échange d'apprentissages du Zimbabwe a illustré l'énergie de ce groupe de partenaires, réunissant plus de 125 personnes venues de tout le continent.

Au sein de la multitude d'organisations et de collaborations, il existe un groupe qui se concentre sur l'entrepreneuriat agroécologique. En 2023, le Fonds pour l'agroécologie a accordé des subventions pour la planification commerciale à 15 collaborations et organisations africaines afin de les aider à renforcer leurs stratégies de soutien aux entreprises émergentes au sein de leurs réseaux. Il s'agissait d'une réponse directe aux difficultés rencontrées par les partenaires pour accéder au financement et aux marchés.

Parmi les participants figurait également une délégation importante et diversifiée de 20 participants du bassin du Congo. Ils représentaient 16 organisations participants à des collaborations soutenues par le Fonds pour l'agroécologie au Cameroun, en RDC et au Gabon. Ils ont profité de l'occasion pour organiser un événement parallèle afin de discuter d'idées visant à améliorer la coordination du travail dans toute la région. Cet appel à une meilleure coordination a rapidement porté ses fruits. En novembre 2024, peu après l'échange d'apprentissage, toutes les collaborations du bassin du Congo ont envoyé des représentants au premier Forum régional sur l'agroécologie dans le bassin du Congo, qui s'est tenu au Cameroun et a été organisé par SAILD •


Our Seeds.
Our Rights.
Our Lives.
SKI
THE GOOD SEED AND FOOD
FESTIVAL 2024



Village de Kufunda / Zimbabwe

Le festival Good Seed and Food[1] au Zimbabwe

Le premier de ces festivals consacrés à l'alimentation et aux semences traditionnelles et biologiques s'est tenu en décembre 2012 au Jardin botanique de Harare, et il y est organisé chaque année depuis lors, au mois de septembre. De nombreux participants à l'échange d'apprentissage du Fonds pour l'agroécologie sont arrivés quelques jours plus tôt afin de pouvoir assister à ce rassemblement de deux jours.

La première journée est consacrée à une foire nationale aux semences qui rassemble des agriculteurs de tout le pays. Tous sont issus de foires locales aux semences organisées tant au niveau des quartiers que des districts. Les agriculteurs peuvent acheter, vendre ou échanger des semences entre eux, présenter au public les produits issus de leurs systèmes de semences gérés par les agriculteurs et leur vendre également des semences. Le festival offre également aux agriculteurs une tribune leur permettant de promouvoir à l'échelle nationale les systèmes de semences gérés par les agriculteurs.

La deuxième journée comprend à nouveau un volet consacré aux semences, mais elle est axée sur une célébration conviviale des aliments, des plats et des cuisines traditionnels et naturels. Des kiosques et des restaurants éphémères proposent une grande variété de plats, des groupes populaires se produisent tout au long de la journée, et un espace dédié aux enfants, avec des jeux éducatifs, permet de les divertir.

De plus en plus de festivals de ce type ont commencé à voir le jour au niveau des quartiers. Les festivals consacrés à l'alimentation et aux semences s'inscrivent généralement dans la stratégie des bénéficiaires du Fonds pour l'agroécologie visant à promouvoir l'agroécologie, et l'alliance "My Food is Zimbabwean"[2] fait partie des nombreux festivals de ce type organisés à travers le continent dans le cadre de la vaste campagne "My Food is African"[3].

1. De bonnes semences et de bons aliments 2. Mon aliment est zimbabwéen
3. Mon aliment est africain


02
03
04



Méthodologie de la réunion



Méthodologie de la réunion

En prévision de l'échange d'apprentissage de 2024, l'équipe de facilitation de Kufunda a travaillé en étroite collaboration avec le personnel du Fonds pour l'agroécologie afin de concevoir l'événement. Sa méthodologie était plus qu'une série d'exercices de participation ; il s'agissait plutôt d'un processus conçu pour gérer différents flux de connaissances et de pouvoir.

Son efficacité reposait sur l'équilibre délibéré entre trois types d'engagements distincts : structuré, cocréatif et ancré.



3.2 Favoriser la co-création entre pairs

Il s'agissait de sessions où tous les participants partageaient le pouvoir de définir l'ordre du jour et de générer des idées. Ces moments ont été propices à l'innovation locale et à la création de réseaux. Cela s'est peut-être le mieux illustré lors des sessions en espace libre, où les participants ont eux-mêmes proposé et animé des discussions sur des sujets qui les passionnaient. Il comprenait également des moments de réseautage informel pendant le Marché et la Promenade dans la galerie. Cela a permis un apprentissage entre pairs et la co-création de connaissances, qui sont au cœur de la philosophie de l'agroécologie. En laissant parfois les participants définir eux-mêmes l'ordre du jour, ces sessions ont garanti que l'atelier réponde directement à leurs besoins et à leurs priorités.

3.1 Engagement avec des connaissances structurées et le pouvoir

Cette partie de l'échange d'apprentissage comprenait des sessions au cours desquelles des informations étaient transmises par des experts désignés ou des détenteurs de pouvoir officiels à l'ensemble des participants. Il s'agissait de moments d'harmonisation avec les structures établies. Au programme figuraient des sessions thématiques au cours desquelles des présentations «déclencheurs» ont permis d'établir une base de connaissances, ainsi que des tables rondes avec des donateurs et des fonctionnaires. Ces sessions ont permis à tous les participants de partager une base commune de concepts et un langage commun. Elles ont également créé un espace formel pour un engagement direct avec les bailleurs de fonds et les organismes gouvernementaux, c'est-à-dire les structures de pouvoir que le mouvement agroécologique cherche à influencer.

3.3 Connexion avec les réalités du terrain

Cette session a permis de relier toutes les discussions au monde en dehors de l'atelier. L'activité principale ici était la visite du marché de Mbare, mais elle comprenait également le partage d'expériences dans le cadre de diverses discussions, notamment lors d'activités telles que les présentations «déclencheurs». Cette session a permis de revenir à la réalité, empêchant ainsi les discussions de devenir purement abstraites ou théoriques. En ancrant l'atelier dans le contexte réel des marchés et des communautés locales, il a permis de garantir la pertinence et le caractère pratique des stratégies et des solutions présentées.



Le marché de Mbare : Le cœur battant du système alimentaire du Zimbabwe

Une visite au marché de Mbare est une visite au cœur de l'économie alimentaire du Zimbabwe. Il s'agit du plus grand « marché territorial » du pays, c'est-à-dire d'un marché local ou régional profondément ancré dans la vie sociale et culturelle de la communauté. Fort d'une histoire qui remonte à l'époque coloniale, Mbare est aujourd'hui une plaque tournante majeure vers laquelle affluent des denrées alimentaires provenant de tout le Zimbabwe et des pays voisins tels que la Zambie, le Mozambique et l'Afrique du Sud.

Fonctionnement du marché : Le marché est un système complexe et bien organisé, composé de nombreuses sections différentes, parmi lesquelles deux grands marchés fermiers, des zones de vente en gros et au détail, ainsi que des marchés spécialisés dans les pommes de terre, les bananes, la volaille et même les herbes aromatiques traditionnelles. La vie au marché commence tôt. Il ouvre à 5 h du matin et certaines sections ne ferment qu'à 17 h ou 18 h. Chaque jour, environ 1 000 agriculteurs, 7 000 commerçants et plus de 12 000 consommateurs s'y côtoient.

Mbare est plus qu'un simple lieu d'échange de denrées alimentaires, c'est un écosystème d'activité à part entière. On y trouve des personnes qui vendent des crédits de téléphone, poussent des chariots, tiennent des kiosques alimentaires et proposent des services de transport et d'emballage. Le lieu est également en train de devenir une plaque tournante pour des marchandises telles que des vêtements et des composants pour systèmes solaires ; il abrite même un club de bien-être qui propose des cours de conditionnement physique aux commerçants et s'efforce d'aider la jeunesse locale.

Un système fondé sur la confiance : Contrairement aux commerces formels des centres commerciaux, l'activité à Mbare repose sur les relations humaines et la confiance. Les commerçants qui vendent les mêmes produits sont assis côte à côte toute la journée, échangeant des anecdotes et s'entendant sur les prix. La plupart des contrats entre agriculteurs et négociants ne sont pas consignés par écrit ; ils reposent plutôt sur des relations de longue date. Un négociant



peut parrainer un agriculteur en lui fournissant des semences ou lui verser un acompte pour réserver une future récolte. Ce système permet aux agriculteurs et aux négociants de se concentrer sur ce qu'ils font le mieux. Il offre également un moyen efficace de partager des informations sur les prix, les pénuries et la demande, ce qui aide les agriculteurs qui font leurs premiers pas sur le marché.

Défis et potentiel : Mbare doit faire face à des défis. Le quartier est souvent encombré et doit rivaliser avec de grandes entreprises agroalimentaires disposant d'importants budgets publicitaires. L'hygiène reste un problème récurrent, et le manque de soutien de la part des autorités locales n'arrange pas les choses.

Le véritable potentiel du marché réside dans les connaissances qu'il recèle. Mbare est une véritable mine d'informations sur les systèmes alimentaires africains. Son mode de fonctionnement offre un exemple concret et éloquent d'une économie africaine fondée sur la communauté et la résilience. La question centrale pour l'avenir est de savoir comment les enseignements tirés de marchés tels que celui de Mbare – auxquels participent de nombreux bénéficiaires du Fonds pour l'agroécologie – peuvent être mis à profit pour influencer et orienter les politiques nationales en vue d'un système alimentaire plus solide et plus juste pour tous.

(Le marché de Mbare a été ravagé par un incendie le 8 octobre 2024, un mois après l'échange d'apprentissage du Fonds pour l'agroécologie. Le Fonds pour l'agroécologie a apporté son soutien à la reconstruction du marché.)


03
04
05



Les six thématiques

Les six thématiques

Au cœur de cet échange d'apprentissage figurait l'exploration de six thématiques liées à la promotion des économies agroécologiques. Le premier jour, les participants ont choisi une session thématique à laquelle participer. Au cours de chaque session thématique, deux présentateurs «catalyseurs» ont partagé leur expérience en rapport avec la thématique afin de lancer la discussion au sein du groupe.

4.1 Entrepreneuriat agroécologique

Le défi central :

«Comment pouvons-nous créer et soutenir des entreprises agroécologiques qui sont économiquement viables, autonomisent les communautés locales (en particulier les femmes et les jeunes) et restent fidèles aux principes fondamentaux de l'agroécologie à mesure qu'elles se développent?»

Cette session a exploré comment créer des entreprises viables autour de l'agroécologie. Les présentations ont mis l'accent sur la création d'entreprises qui ne sont pas seulement rentables, mais aussi socialement justes et fidèles aux principes écologiques.

La situation :

Les entreprises agroécologiques sont essentielles pour bâtir des économies alimentaires locales solides. Ces entreprises peuvent créer une valeur équitable pour les agriculteurs tout en fournissant des aliments sains et locaux aux communautés et aux consommateurs. Le Fonds pour l'agroécologie a reconnu qu'il s'agissait là d'un domaine crucial et, en 2023, il a octroyé des subventions pour la planification d'activités commerciales afin d'aider certains de ses partenaires en Afrique à renforcer cette capacité. De nombreuses organisations locales sont confrontées à des défis majeurs. La pandémie de COVID a exacerbé les défis structurels persistants, notamment le manque d'accès aux semences biologiques, le gaspillage alimentaire élevé dû à l'impossibilité pour les agriculteurs d'accéder aux marchés et la perte des connaissances traditionnelles en matière de conservation des aliments. Les agriculteurs sont souvent exploités par des intermédiaires qui leur paient des prix bas. Il peut également être difficile de rendre l'agroécologie attrayante pour les jeunes et de maintenir leur engagement lorsque les retombées économiques ne sont pas immédiates.

Conclusions tirées des présentations des «catalyseurs» :

Deux intervenants ont pris la parole au cours de cette session, proposant des modèles distincts, mais complémentaires pour créer des entreprises agroécologiques. Le premier intervenant, membre de la Kenyan Peasants League (KPL), a parlé des coopératives alimentaires dirigées par des agriculteurs. L'approche de KPL consiste à créer un lien direct entre les agriculteurs ruraux et les consommateurs urbains par le biais de coopératives alimentaires. Ce modèle permet d'éliminer les intermédiaires, garantissant ainsi que tous les bénéfices reviennent aux agriculteurs. La coopérative est un dispositif commercial pratique dans le cadre duquel les consommateurs indiquent aux agriculteurs ce qu'ils souhaitent avant la récolte, ce qui réduit le gaspillage et garantit un débouché pour les produits. Ce modèle est également conçu pour être autosuffisant, les agriculteurs reversant





Village de Kufunda / Zimbabwe

10 % de leurs revenus à la coopérative afin de financer son fonctionnement. Ce modèle ascendant est conçu pour résoudre les problèmes économiques directs identifiés par les agriculteurs eux-mêmes.

Le deuxième intervenant, représentant les Jeunes volontaires pour l'environnement (JVE-Togo), a décrit les entreprises de bio-intrants dirigées par des jeunes. JVE-Togo est également le siège social de JVE pour tout le continent et a soutenu environ 300 entreprises dirigées par des jeunes à travers l'Afrique. L'organisation vise à faire de l'agroécologie un choix de carrière viable pour les jeunes, mais soutient que tout le monde ne doit pas nécessairement devenir agriculteur ; les gens peuvent créer des entreprises dans d'autres domaines du système, comme la production et la vente d'engrais biologiques. Leur modèle apporte une valeur économique évidente aux pratiques agroécologiques, rendant ce travail plus attrayant et durable que le bénévolat pur et simple. JVE-Togo établit également un lien entre l'entreprise et la culture, en soutenant des activités telles que l'agrotourisme et des projets artistiques qui mettent en évidence le lien profond entre la nature et le patrimoine.

Problèmes actuels :

> **Le défi de la mise à l'échelle :**
Le modèle KPL est efficace sur le plan local, mais que se passe-t-il lorsqu'il réussit et se développe ? Comment une coopérative communautaire peut-elle éviter de devenir une nouvelle forme de bureaucratie et de perdre son lien avec les principes de l'agroécologie ? La session a souligné l'importance de cette question, mais les stratégies spécifiques pour gérer la croissance restent un enjeu majeur.

> **Soutien « intermédiaire » aux jeunes :**
Cette question abordait la manière de soutenir les jeunes entrepreneurs pendant la période difficile entre le lancement d'une entreprise et la réalisation de bénéfices. Quelles structures financières et de mentorat spécifiques sont nécessaires pour combler cette lacune afin que les entreprises prometteuses dirigées par des jeunes ne disparaissent pas avant d'avoir atteint leur autonomie financière ?

> **Quantifier l'impact :**
JVE-Togo prévoit de rendre son impact « calculable ». Cela soulève une question plus large pour le mouvement : comment les entreprises agroécologiques peuvent-elles mesurer leur succès d'une manière qui reflète leur valeur unique ? Au-delà des bénéfices, comment mesurent-elles l'amélioration de la santé des sols, l'augmentation de la biodiversité et le renforcement du bien-être communautaire d'une manière crédible pour les bailleurs de fonds et les décideurs politiques ?

Perspectives du groupe sur les prochaines étapes :

> Renforcer les réseaux agroécologiques existants et les maintenir axés sur l'aide aux communautés locales, en accordant la priorité au financement des projets communautaires existants

> Continuer à créer des espaces d'apprentissage pour l'agroécologie et à fournir du matériel pédagogique pour tous les âges

> Soutenir plus longtemps les nouvelles entreprises afin de leur permettre de se maintenir jusqu'à ce qu'elles deviennent rentables ; cela est particulièrement important pour les jeunes chefs d'entreprise qui doivent surmonter la phase initiale non rentable

> Élaborer des politiques qui favorisent les produits locaux et intègrent les pratiques culturelles dans l'agroécologie

4.2 Commercialisation et développement à grande échelle de l'agroécologie

Un dilemme fondamental :

Comment mettre en place des chaînes d'approvisionnement alimentaire qui facilitent l'accès à une alimentation saine et renforcent les systèmes alimentaires locaux ? Comment mettre en place des réseaux de commercialisation qui renforcent les marchés locaux ?

Cette session s'est concentrée sur la manière de structurer les réseaux de commercialisation afin qu'ils facilitent l'intensification de la production et améliorent l'accès à une alimentation saine, tout en augmentant les revenus des agriculteurs. Les exposés ont ouvert un débat sur la signification réelle du terme « mise à l'échelle ».

La situation :

Cette session a mis en lumière les difficultés auxquelles sont aux prises les petits exploitants agricoles pour accéder à des marchés équitables et rémunérateurs. Les agriculteurs produisent souvent de grandes quantités de denrées alimentaires, mais peinent à atteindre les grands marchés ; cela conduit à une exploitation par des intermédiaires qui achètent les produits à des prix très bas et les revendent à des prix élevés. Il est nécessaire de garantir un flux de trésorerie régulier aux agriculteurs et de réduire au minimum le gaspillage.

Conclusions tirées des présentations des « catalyseurs » :

Deux « catalyseurs » se sont adressés au groupe. Le premier était un représentant de la Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire (COFERSA) du Mali, qui a évoqué **l'autonomisation des femmes par le biais des coopératives et de l'accès aux marchés**. Le modèle de la COFERSA soutient les agricultrices en incitant les coopératives membres à produire des denrées telles que le beurre de karité, les tamarins et les baobabs, que l'organisation centrale achète ensuite après avoir vérifié leur qualité et leur quantité.

Les recettes générées sont réinvesties dans la formation et la fourniture d'équipements adaptés aux femmes au sein des coopératives ; l'objectif est d'améliorer la qualité des produits et les revenus des femmes. La vision de la COFERSA consiste à rendre l'alimentation saine accessible dans tout le Mali en ouvrant un magasin dans chaque village, ce qui témoigne d'une attention particulière portée aux marchés locaux et à l'accès des communautés. Parmi les défis à relever, on peut citer l'obtention d'une qualité constante pour les marchés rentables, l'accès à un équipement adapté et l'acquisition de connaissances financières, ainsi que les problèmes liés à l'emballage, à l'étiquetage et aux circuits de distribution.

Le deuxième intervenant représentait le Seed Savers Network, au Kenya. Cette personne a évoqué la mise en réseau numérique des agriculteurs pour la commercialisation des semences. Cette initiative vise à remédier au problème de l'accès limité à une grande diversité de semences et à la perte généralisée des ressources génétiques des agriculteurs. Leur approche consiste à créer des banques de semences communautaires et à promouvoir activement des variétés de semences locales et diversifiées afin de stimuler la demande. Ils utilisent des outils numériques, notamment une application mobile et un site web, pour mettre directement en relation les agriculteurs disposant d'un surplus de semences ou de plants avec les acheteurs, contournant ainsi les intermédiaires.

Cela permet de s'y retrouver dans les subtilités juridiques liées à l'échange de semences. Ils encouragent également la consommation d'aliments locaux et créent de la valeur ajoutée grâce à une entreprise récemment créée, Nyakazi Organics, qui transforme et commercialise des légumes-feuilles traditionnels séchés au soleil. L'un des principaux défis auxquels ils sont confrontés est que la demande pour certaines variétés locales peut largement dépasser la capacité de production actuelle, ce qui limite donc l'accès principalement à leur réseau existant.

Problèmes actuels :

> Comment les produits issus de l'agroécologie peuvent-ils être produits à grande échelle pour répondre à une forte demande, en particulier pour les variétés uniques, sans compromettre l'accès et le contrôle sur le plan local ?

> Quelles sont les stratégies les plus efficaces pour développer l'infrastructure de marché nécessaire, notamment les circuits de distribution et les installations de valeur ajoutée, sur le plan local ?

> Comment les produits issus de l'agroécologie peuvent-ils gagner en popularité sur le marché et rivaliser avec les produits industriels, notamment sur le plan de la constance et des normes de qualité, sans pour autant perdre leur identité propre ?

> Quel est l'équilibre optimal entre les responsabilités des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile pour développer et gérer des marchés territoriaux solides qui favorisent l'agroécologie ?

> Comment les savoirs traditionnels et les pratiques locales peuvent-ils être associés aux technologies modernes (telles que les plateformes numériques) afin de renforcer efficacement les efforts de commercialisation ?

Perspectives du groupe sur les prochaines étapes :

> Les communautés locales devraient être les principales bénéficiaires des produits issus de l'agroécologie, et le public devrait être encouragé à privilégier les produits locaux

> Il faudrait encourager les agriculteurs à créer des coopératives ; cela leur permet d'obtenir de meilleures conditions et de conclure des accords directs

> Il convient d'améliorer les infrastructures de marché, notamment dans le domaine des déchets ; il faut recourir à des contrôles de qualité menés par les communautés, tels que les Systèmes participatifs de garantie (SPG) (voir la section ci-dessous consacrée aux SPG)

> Les crises doivent être considérées comme une occasion de mettre l'accent sur des systèmes alimentaires locaux et résilients

> Les femmes devraient être encouragées à assumer des rôles de direction tout au long de la chaîne de valeur.

4.3 Mécanismes financiers

Accessibilité et abordabilité :

Quels types de modèles financiers peuvent offrir aux agriculteurs les crédits abordables et accessibles dont ils ont besoin pour développer l'agroécologie ? Comment faire en sorte que le capital d'exploitation et d'investissement parvienne aux petits exploitants ? Comment les systèmes financiers formels peuvent-ils s'inspirer des initiatives communautaires pour mettre des financements à la disposition des petits exploitants ? Ce thème a abordé un obstacle majeur pour les agriculteurs pratiquant l'agroécologie, à savoir l'accès au crédit. Les présentations ont mis en avant deux solutions différentes, suscitant un débat sur la manière dont les entrepreneurs agroécologiques peuvent accéder aux institutions financières formelles tout en mettant en place des solutions plus adaptées.

La situation :

Les petits agriculteurs, en particulier les femmes, sont souvent pris au piège dans un cercle vicieux de la pauvreté, car ils ne peuvent pas obtenir de crédit. Les banques traditionnelles appliquent des taux d'intérêt extrêmement élevés (jusqu'à 40 % par an), ce qui rend le remboursement des prêts impossible. Les groupes d'épargne locaux informels ne disposent souvent pas de fonds suffisants pour réaliser des



investissements importants. Sans accès à des crédits abordables, les agriculteurs ne peuvent pas investir dans les outils, les équipements de transformation ou les moyens de commercialisation nécessaires au développement de leur activité. La mise en place de nouveaux systèmes financiers adaptés à l'agroécologie est difficile, et la collaboration avec des institutions formelles telles que les organismes de microfinance peut s'avérer lente et bureaucratique. En revanche, les systèmes purement locaux, fondés sur la confiance, risquent de ne pas permettre de réunir suffisamment de fonds pour financer des projets de plus grande envergure. Le défi consiste à trouver un modèle qui est à la fois accessible aux petits agriculteurs et suffisamment solide pour répondre à leurs besoins financiers.

Conclusions tirées des présentations des « catalyseurs » :

Une personne représentant le CNOP-CAM, une organisation d'agriculteurs camerounais, a évoqué la mise en place d'un « fonds renouvelable » autogéré pour remédier au problème des taux d'intérêt élevés. Ce fonds renouvelable est un mécanisme du CNOP-CAM géré par un comité de pilotage composé de membres de l'organisation. Il met en commun des fonds pour accorder des prêts à ses membres, ce qui lui a permis de faire baisser les taux d'intérêt, qui pouvaient atteindre 8 %, pour les ramener, dans au moins un cas, à 2 %. Un élément clé de leur stratégie consiste à collaborer avec des organismes de microfinance reconnus. Ce regroupement a reconnu que cela nécessitait à la fois de former les agriculteurs à l'élaboration de plans d'affaires et de former le personnel des institutions de microfinance à l'utilisation des nouveaux outils de crédit. Ce modèle vise à combler le déficit de financement, en rendant le système financier existant plus accessible et plus abordable pour les communautés locales.



Le deuxième intervenant a décrit un système autochtone appelé « la Calebasse » au Sénégal ; il s'agit d'un modèle totalement différent, issu des pratiques traditionnelles. La « Calebasse de Solidarité » est un système d'épargne communautaire géré par des femmes. Ce système repose sur la confiance, et les membres du groupe se connaissent bien. Le système comporte deux volets : 50 % des fonds sont destinés à des besoins sociaux, tels que la santé et l'éducation, et sont prêtés sans intérêt ; les 50 % restants sont destinés à des projets d'entreprise. Il s'agit d'un système autonome qui fonctionne entièrement en dehors du système bancaire traditionnel ; il repose sur les principes d'unité et de partage des bénéfices.

Problèmes actuels :

> **Les risques liés aux systèmes formels :** Le modèle du fonds renouvelable permet de recueillir davantage de fonds, mais quels sont les risques liés à un partenariat avec des institutions de microfinance formelles ? Le fonds pourra-t-il conserver ses principes de taux d'intérêt bas et de priorité accordée à la communauté si ses partenaires institutionnels ont des priorités différentes ? Comment ce modèle garantit-il qu'il ne devienne pas aussi bureaucratique que les banques qu'il cherche à remplacer ?

> **Les limites des systèmes informels :** Le modèle de la Calebasse est efficace, car il repose sur une confiance sociale profonde. Mais ce modèle peut-il fonctionner à plus grande échelle, au-delà d'une seule communauté étroitement soudée ? Comment peut-elle réunir les sommes importantes nécessaires à des investissements de grande envergure, telles que l'achat de machines de transformation ou d'un camion, qui dépassent peut-être les capacités d'épargne de la communauté ?

> **Ces modèles peuvent-ils être combinés ?** Est-il possible de tirer le meilleur parti des deux approches ? Par exemple, un fonds renouvelable officiel pourrait-il accorder un prêt unique d'un montant important à un système de calebasse digne de confiance ? La communauté pourrait alors gérer ce prêt en interne, en appliquant ses propres règles sociales en matière de distribution et de remboursement. Cela permettrait de concilier l'envergure du secteur financier formel avec la force sociale et l'intégrité du système informel. Trouver des moyens de jeter ces ponts pourrait constituer une stratégie clé pour l'avenir.

Perspectives du groupe sur les prochaines étapes :

> Encourager les bailleurs de fonds à adapter leurs produits d'investissement afin de mieux répondre aux besoins des entreprises agroécologiques

> Mettre en relation les groupes de crédit locaux avec des sources de financement externes afin de renforcer la base financière des communautés

> Proposer des formations financières, non seulement aux agriculteurs, mais aussi au personnel des groupes de microfinance ; cela leur permettra de mieux se comprendre

> Soutenir les fonds renouvelables ; ceux-ci peuvent permettre de réduire les taux d'intérêt et donner aux femmes davantage de contrôle sur leurs finances

4.4 Systèmes participatifs de garantie

L'impératif de confiance :

Comment les communautés locales peuvent-elles créer leurs propres systèmes d'assurance de la qualité, à la fois fiables et efficaces ? Comment ces systèmes peuvent-ils obtenir la large reconnaissance du marché et des gouvernements dont ils ont besoin pour rivaliser avec les marques établies ?

Cette thématique a examiné comment les communautés peuvent mettre en place leurs propres systèmes de contrôle de la qualité. Les systèmes participatifs de garantie (SPG) gagnent en maturité et s'affirment de plus en plus comme des solutions efficaces, menées par les agriculteurs, aux coûteux programmes de certification. Les présentations ont montré comment ces systèmes contribuent à instaurer

la confiance ; toutefois, elles ont également mis en évidence les défis majeurs auxquels ils sont confrontés pour obtenir une reconnaissance plus large.

La situation :

Les consommateurs veulent avoir l'assurance que les aliments qu'ils achètent sont véritablement sains et écologiques. Pour les agriculteurs, l'obtention de certifications officielles telles que celle de « biologique » est souvent beaucoup trop coûteuse et bureaucratique pour être utile. Cela crée un « déficit de confiance » sur le marché. Les agriculteurs ont besoin d'un moyen crédible et abordable de garantir la qualité de leurs produits aux consommateurs. Il est difficile d'instaurer cette confiance. Dans de nombreux endroits, les consommateurs se montrent sceptiques quant à la qualité des produits issus de l'agroécologie, surtout s'ils ne portent pas un étiquetage qui leur est familier. Même lorsque les SPG locaux, pilotés par les communautés, fonctionnent bien, ils ne bénéficient souvent pas d'une reconnaissance officielle de la part des gouvernements et sont méconnus du grand public. Cela peut limiter leur influence sur le marché.

Conclusions tirées des présentations des « catalyseurs » :

Un intervenant ougandais et un autre béninois ont présenté le SPG à deux stades différents de son développement, mettant en évidence une voie claire à suivre ainsi que les défis qui l'accompagnent. Le représentant d'ESAFF Ouganda, un vaste réseau de groupements d'agriculteurs, a décrit leur SPG dirigé par les agriculteurs, qui est relativement bien établi. Selon cet intervenant, le système repose sur les principes fondamentaux que sont la confiance, la pleine participation de tous les membres et la transparence.

Les communautés définissent collectivement leurs propres normes de production au cours d'un processus en sept étapes et, surtout, le certificat est délivré à l'ensemble du groupe, et non à un seul agriculteur. Cela renforce la responsabilité partagée en matière de qualité. Ce modèle offre une solution alternative abordable et accessible à la certification classique.

L'intervenant du Bénin représentait l'association « Les Jardins de l'Espoir », qui s'efforce de remédier au problème de la profonde méfiance des consommateurs. L'agroécologie n'étant pas encore largement comprise dans le pays, leur première étape consiste à établir une définition commune de la qualité. Ils collaborent avec des agriculteurs de tout le Bénin pour élaborer une « charte des bonnes pratiques » nationale.

Cette charte servira de base à une nouvelle certification locale baptisée « AQSIP ». Leur travail démontre qu'il est possible de mettre en place un système d'assurance de la qualité crédible et efficace, piloté par les agriculteurs. Malgré l'absence initiale de reconnaissance officielle, l'élaboration et l'adoption d'un modèle rigoureux ancré dans les réalités locales démontrent que la certification communautaire est réaliste, pertinente et efficace.

Problèmes actuels :

> Comment les associations d'agriculteurs peuvent-elles promouvoir efficacement leur marque SPG auprès des consommateurs urbains habitués aux images de marque soignées des grandes entreprises ? Comment peuvent-elles gagner la confiance du grand public sans disposer du budget nécessaire pour mener des campagnes publicitaires coûteuses ?

> L'ESAFF Ouganda souhaite que le gouvernement reconnaisse officiellement son SPG, mais que se passera-t-il s'ils y parviennent ? L'intervention du gouvernement pourrait-elle entraîner une perte d'autonomie ? Si les responsables imposent leurs propres règles, cela pourrait anéantir l'esprit non hiérarchique et piloté par les agriculteurs qui fait toute l'efficacité et la force des SPG.

> L'approche du Bénin vise à établir une norme nationale unique. Comment une norme unique peut-elle être suffisamment souple pour un pays caractérisé par la diversité de ses écosystèmes et de ses pratiques agricoles ?


Indumba ezinabaya
Sunflow


Red cob
Yellow maize
Idele

La mise en place d'un système suffisamment cohérent pour être crédible, mais suffisamment adaptable pour répondre aux spécificités locales, constitue un défi majeur pour le déploiement à grande échelle des SPG.

Perspectives du groupe sur les prochaines étapes :

> Investir dans la formation des agriculteurs et du personnel à l'utilisation du SPG

> Étudier différents modèles de SPG dans divers pays afin de partager les enseignements tirés et d'améliorer le processus

> Plaider en faveur d'une utilisation plus large des SPG ; associer les décideurs politiques et les universitaires au débat

> Promouvoir le SPG sur le marché et mettre en avant sa qualité ainsi que son caractère communautaire

4.5 Marchés territoriaux

Le mandat de transformation :

Comment transformer les marchés territoriaux existants afin de contribuer à la création d'un espace économique dynamique, équitable et favorable à l'agroécologie ?

Cette session a mis l'accent sur l'importance des marchés locaux et régionaux. Ces marchés représentent le cœur battant des économies alimentaires locales. Les présentations ont montré que leur renforcement nécessite une double approche : modifier les règles inéquitables et s'appuyer sur des recherches approfondies pour orienter leur développement.

La situation :

C'est sur les marchés territoriaux que la plupart des petits agriculteurs vendent leurs produits et que la plupart des communautés achètent leur nourriture. Pour que l'agroécologie puisse prospérer, ces marchés doivent fonctionner correctement. Ils doivent être accessibles, équitables et favorables aux producteurs locaux. Les marchés actuels ne parviennent souvent pas à soutenir les agriculteurs pratiquant l'agroécologie. Dans de nombreux endroits, ils sont régis par des lois coloniales obsolètes qui ne sont plus d'actualité. Ils manquent souvent d'infrastructures de base telles que l'eau potable et un système d'assainissement adéquat. Les pratiques tarifaires déloyales sont courantes et les vendeuses sont souvent victimes d'abus. Sur de nombreux marchés, il n'existe tout simplement pas de débouchés spécifiques ni de demande pour les produits issus de l'agroécologie, ce qui rend leur commercialisation difficile pour les agriculteurs.

Conclusions tirées des présentations des « catalyseurs » :

Les participants à cette session ont assisté à une présentation sur la transformation des marchés par le biais des politiques et du dialogue. PELUM Zimbabwe, en étroite collaboration avec Knowledge Transfer Africa (KTA), part du principe que le système de marché actuel doit être profondément remanié. Ils favorisent un dialogue ouvert sur ces problèmes, et leur approche consiste à rassembler tous les acteurs concernés, notamment les agriculteurs, les vendeurs, les conseillers municipaux et les représentants du gouvernement national. Grâce à ce processus de dialogue, ils sensibilisent l'opinion publique et influencent les décideurs. Leur action de plaidoyer a conduit la ville de Harare à s'engager activement dans l'amélioration des marchés, notamment en construisant de nouvelles infrastructures, en créant des installations de stockage et même en élaborant un plan visant à transformer les déchets des marchés en compost. Cela montre que le changement est possible en remettant en cause les lois obsolètes et en mobilisant la volonté politique.

1. L'ESAFF a publié un excellent manuel intitulé, The Participatory Guarantee Systems (PGS) User Guide for Small-Scale Farmer Groups (https://www.esaffuganda.org/_files/ugd/7283b6_307fa183bdca4885bb1d949648d7971b.pdf?index=true) ainsi qu'une vidéo intitulée « Growing Together: The Journey on Participatory Guarantee Systems (PGS) » (https://www.youtube.com/watch?v=yFiB9-Z6IJ4).

L'intervenant de l'IRPAD, au Mali, a évoqué le développement des marchés grâce à la recherche et aux données. L'IRPAD adopte une approche axée sur la recherche, estimant que pour améliorer les marchés, il faut d'abord les comprendre à l'aide de données concrètes. À cette fin, l'organisation a utilisé un processus de recherche détaillé en huit étapes pour étudier le fonctionnement des marchés locaux. L'une des principales conclusions a été que, sur de nombreux marchés, il n'y avait pratiquement aucun produit agroécologique en vente. Leurs travaux de recherche fournissent les données nécessaires pour orienter les investissements et favoriser la participation des jeunes à la production et à la commercialisation de produits agroécologiques. Leur modèle montre également l'importance d'utiliser les données pour créer un marché là où il n'en existe pas encore.

Problèmes actuels :

> **Des politiques à la pratique :**
PELUM Zimbabwe a réussi à convaincre les responsables gouvernementaux d'adopter de nouvelles politiques, mais comment s'assurer que les promesses faites dans la capitale se traduiront par de réels changements sur le marché d'un village local ? Quel type de contrôle communautaire est nécessaire pour que les gouvernements locaux rendent des comptes quant à la mise en œuvre de ces nouvelles politiques plus efficaces ?

> Les produits issus de l'agroécologie sont souvent absents des marchés : l'absence révélée par les recherches de l'IRPAD soulève un dilemme classique : pourquoi les agriculteurs cultiveraient-ils ces produits s'il n'y a personne pour les acheter ? Et pourquoi les consommateurs les rechercheraient-ils s'ils ne sont pas disponibles ? Comment développer simultanément l'offre et la demande ?

> Le dilemme de la modernisation : Les deux organisations ont évoqué l'amélioration et la modernisation des marchés. Comment y parvenir sans perdre l'identité culturelle du marché et son « caractère africain » ? Comment créer de nouvelles infrastructures sans exclure les petits commerçants informels qui constituent le moteur de ces marchés ? Trouver le juste équilibre entre amélioration et préservation est un défi crucial.

Perspectives du groupe sur les prochaines étapes :

> Utiliser les médias pour sensibiliser le public et améliorer la commercialisation des produits locaux

> Renforcer les compétences des agriculteurs et mettre en place des normes pour améliorer la qualité des produits

> Rechercher de nouveaux débouchés pour les produits agroécologiques, par exemple en les vendant aux membres de la diaspora

> Fournir des données probantes pour étayer les changements de politique qui favorisent les marchés locaux.

4.6 Chaînes de valeur

Trouver la voie vers la résilience économique :

Quelles stratégies concrètes peut-on mettre en œuvre pour créer une chaîne de valeur locale qui génère des revenus à chaque étape et permet de commercialiser avec succès un produit local ?

Cette thématique a examiné comment mettre en place des chaînes de valeur locales solides. Une chaîne de valeur englobe toutes les étapes, de la culture des denrées alimentaires à leur transformation, jusqu'à leur vente ferme au consommateur. Les présentations ont mis en avant deux stratégies différentes : l'une axée sur la redécouverte d'un produit local tombé dans l'oubli, et l'autre sur le remplacement d'un produit importé.

La situation :

Des chaînes de valeur locales solides sont essentielles pour garantir la souveraineté alimentaire et la résilience économique. Lorsque les communautés dépendent trop des produits importés, elles sont vulnérables aux crises mondiales susceptibles de perturber l'approvisionnement et de provoquer une



flambée des prix, comme on l'a vu pendant la pandémie de COVID. Mettre en place une chaîne de valeur locale à partir de zéro est une tâche complexe. Dans le cas d'un produit tombé dans l'oubli, il se peut que le grand public ignore comment l'utiliser, qu'il n'y ait pas de producteurs de semences et qu'il n'existe aucun marché. Pour un nouveau produit local qui tente de remplacer un produit importé, les principaux défis concernent souvent la qualité des matières premières, le manque d'équipements adaptés et l'absence d'accès au financement.

Conclusions tirées des présentations des « catalyseurs » :

> Un intervenant d'Inades-Formation, au Togo, a décrit le processus de relance d'un produit tombé dans l'oubli. Une petite céréale appelée le fonio était en voie de disparition et Inades-Formation s'est donné pour mission de reconstruire l'ensemble de sa chaîne de



valeur. Ils ont commencé en sélectionnant des agriculteurs pour qu'ils deviennent des producteurs de semences spécialisés. Ils se sont ensuite attaqués à la rééducation du public sur la manière de cuisiner le fonio, en ciblant stratégiquement divers marchés, allant des restaurants locaux aux universités en passant par les supermarchés. Cette stratégie a remporté un franc succès, à tel point que le gouvernement togolais a intégré le fonio à un programme national et souhaite désormais l'exporter. Cela montre comment un produit tombé dans l'oubli peut être relancé avec succès en reconstruisant minutieusement chaque maillon de la chaîne.

Un représentant de SAILD, au Cameroun, a évoqué le remplacement d'un produit importé par un produit cultivé localement. Le SAILD visait à réduire la dépendance du pays vis-à-vis de la farine de blé importée, dans le but d'aider les boulangeries locales à intégrer dans leur pain 10 % de farines locales issues de cultures telles que le manioc et la patate douce. Ils ont tout d'abord identifié les principaux obstacles : la qualité de la farine locale était inégale, et les entrepreneurs utilisaient des équipements obsolètes et ne parvenaient pas à obtenir de financement. Leur solution a consisté à mettre en réseau tous les acteurs de la chaîne de valeur et à encourager les entrepreneurs à former des coopératives afin d'améliorer leur accès au crédit. Ce modèle propose un plan clair pour développer une industrie locale capable, au moins dans une certaine mesure, de remplacer une importation dominante.

Problèmes actuels :

> **Le danger du succès :**
Le projet sur le fonio au Togo connaît un tel succès que le gouvernement souhaite désormais l'exporter. Comment les petits producteurs agricoles à l'origine de ce projet peuvent-ils augmenter leur production pour répondre à cette nouvelle demande ? Mais surtout, à mesure que le produit s'exporte à l'échelle mondiale, comment peuvent-ils s'assurer de garder le contrôle et d'éviter que les bénéfices ne soient accaparés par les grands exportateurs, les laissant ainsi pour compte ?

> **Manque de qualité et d'uniformité des produits locaux :**
Le travail de SAILD au Cameroun met en évidence le fait que la qualité et la régularité des produits locaux constituent un obstacle majeur. Comment un réseau de petits producteurs agricoles décentralisés peut-il garantir un approvisionnement fiable en farine de haute qualité, capable de rivaliser avec un produit industriel ? Quel niveau de coordination et d'investissement est nécessaire pour résoudre ce problème ?

> **Concurrence de grandes boulangeries :**
Si le projet camerounais parvient à créer un marché solide pour les farines locales, qu'est-ce qui empêcherait les grandes boulangeries industrielles de pénétrer ce marché ? Comment les petits entrepreneurs qui ont bâti ce marché à partir de rien peuvent-ils rivaliser avec des acteurs plus importants, qui disposent de moyens financiers et d'équipements plus importants ?

Perspectives du groupe sur les prochaines étapes :

> Renforcer les capacités des agriculteurs locaux afin d'accroître leur production et d'apporter une valeur ajoutée à leurs produits

> Mener des campagnes visant à inciter le public à accepter et à privilégier les aliments locaux et traditionnels

> Tirer parti des crises pour renforcer les systèmes alimentaires locaux et réduire la dépendance vis-à-vis des importations

> Réunir tous les acteurs d'une chaîne de valeur pour qu'ils collaborent et résolvent les problèmes •


04
05
06



Financement de l'agroécologie

Financement de l'agroécologie



Imaginez si l'on investissait suffisamment dans l'agroécologie, notamment en réaffectant les milliards de dollars de subventions déloyales accordées à l'agriculture industrielle. Lors de l'échange d'apprentissages du Zimbabwe, la question centrale du financement de l'agroécologie a été principalement abordée dans le cadre de deux tables rondes.

5.1 Débat sur les donateurs

Ce débat s'est articulé autour d'une question centrale : comment les donateurs et les investisseurs internationaux peuvent-ils apporter un soutien concret, direct et flexible aux organisations de terrain qui sont les véritables moteurs de l'agroécologie ?



Afin de débattre des moyens de financer l'agroécologie, cette table ronde a réuni des militants de la société civile et des représentants d'organismes bailleurs de fonds tels que l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale. La discussion a mis en évidence un fossé important entre le mode de fonctionnement des grandes institutions et les besoins exprimés par les mouvements communautaires. Les grands donateurs et les institutions financières s'intéressent de plus en plus à l'agroécologie

Ils y voient un élément de la solution pour l'avenir de l'Afrique et un moyen de relever des défis tels que la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Certains d'entre eux indiquent qu'une grande partie de leurs projets intègre déjà les principes de l'agroécologie. Malgré cet intérêt, les organisations de terrain ont beaucoup de mal à obtenir des financements.

> *Les principaux bailleurs de fonds, tels que la Banque mondiale et le FIDA, opèrent principalement en accordant des prêts importants aux gouvernements nationaux, et non en versant des aides directement aux communautés..*

Plusieurs problèmes ont été abordés plus en détail. Million Belay, militant de la société civile, a fait valoir que le problème fondamental est d'ordre politique, et non technique. Il a déclaré que la finance internationale est structurée de manière à soutenir un modèle axé sur la « productivité » reposant sur les produits chimiques et les semences commerciales, et non l'approche holistique de l'agroécologie, qui vise à transformer le système. Comme il est difficile d'accéder à des financements directs, les associations communautaires sont souvent exploitées par des organisations plus importantes qui jouent le rôle d'intermédiaires, allant parfois jusqu'à leur voler leurs idées. Les participants ont fait remarquer que les donateurs préfèrent financer le « logiciel » (comme la planification et la formation) plutôt que le « matériel » (l'équipement et les infrastructures indispensables). On a souligné la difficulté de déterminer si les investissements soutiennent réellement l'agroécologie. Les donateurs ont reconnu que de nombreux projets respectent ces principes sans pour autant utiliser ce terme, mais les participants ont mis en garde contre l'« écoblanchiment », c'est-à-dire l'utilisation abusive du terme « agroécologie ».

> **Reconnaître le véritable problème :**
Million Belay a lancé un appel passionné, exhortant les donateurs à cesser de présenter l'Afrique comme étant simplement « problématique » et à reconnaître et financer plutôt les solutions et les innovations qui existent déjà sur le terrain.

> **Créer de meilleurs outils d'évaluation :**
Pour lutter contre l'écoblanchiment, le Fonds pour l'agroécologie et la Coalition pour l'agroécologie ont mis au point un « outil d'évaluation et de suivi financier ». Cela permettra aux donateurs de déterminer si leurs projets respectent réellement les 13 principes de l'agroécologie.

> **Proposer des subventions directes flexibles :**
Le Programme de petites subventions du PNUD octroie des subventions de 50 000 dollars américains à des groupes de la société civile, ainsi que des « subventions de planification » plus modestes pouvant atteindre 5 000 dollars américains, afin d'aider les communautés à lancer et à développer leurs

projets. Cela permet de pallier les lacunes en matière de capacités qui empêchent de nombreux groupes communautaires de solliciter des fonds.

> **Mettre l'accent sur les connaissances et les réseaux :**
La GIZ a souligné son projet de « Centre de connaissances sur l'agriculture biologique et l'agroécologie », qui vise à renforcer les réseaux de la société civile et à rendre les savoirs locaux plus accessibles. Cela a contribué à accroître la visibilité des organisations locales, à tel point que les gouvernements nationaux sollicitent désormais leurs conseils.

5.2 Discussion entre fonctionnaires

L'agroécologie ne peut se développer à grande échelle sans politiques publiques et sans budgets. La question suivante a été posée aux fonctionnaires : comment investir dans une agroécologie fondée sur des principes ? Une table ronde a réuni des fonctionnaires et des représentants du Zimbabwe et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Elle s'est penchée sur la manière dont les politiques publiques et les dépenses peuvent soit favoriser, soit entraver le mouvement agroécologique. Partout en Afrique, les gouvernements commencent à mettre en place des politiques en faveur de l'agroécologie. Le Zimbabwe, par exemple, en est aux dernières étapes de l'élaboration d'une politique nationale d'agroécologie, tandis que les États d'Afrique de l'Ouest renforcent les capacités des jeunes grâce à 25 centres spécialisés et que la ville de Harare utilise ses marchés locaux pour créer un environnement propice aux agriculteurs ; néanmoins, des problèmes et des défis subsistent.

> **Les bonnes politiques ne sont souvent que sur le papier :** Il existe un fossé important entre la politique et la pratique, ainsi qu'en matière d'investissement des fonds publics dans l'agroécologie. Les bonnes politiques existent souvent sur le papier, mais ne sont pas mises en œuvre. Très peu de gouvernements africains, par exemple, ont respecté leur engagement pris à Malabo de consacrer 10 % de leur budget à l'agriculture.

> **Les agriculteurs sont découragés par le manque d'adoption :** l'un des principaux défis réside dans le fait que le marché n'absorbe pas assez rapidement les produits issus de l'agroécologie, ce qui décourage les agriculteurs. On constate également un manque d'offres de formation officielle en agroécologie pour les agriculteurs, ainsi qu'un fossé entre les chercheurs et les agriculteurs sur le terrain.

> **Dépendance excessive vis-à-vis des aides publiques :** Ce problème, présent dans certaines régions, est aggravé par la sécheresse.

5.3 Changements nécessaires

Quelles mesures concrètes et quelles collaborations sont nécessaires pour combler le fossé entre les promesses politiques et la réalité sur le terrain pour les agriculteurs agroécologiques ?

> **Mieux faire la recherche :**
Afin de faire appliquer les politiques, les militants doivent s'appuyer sur des études pour fournir des données probantes claires. L'un des intervenants, le Dr Mujaju, du ministère de l'Agriculture du Zimbabwe, a souligné que les chercheurs devaient travailler en étroite

collaboration avec les agriculteurs pour recueillir ces données, car c'est le seul moyen de convaincre les décideurs politiques.

> **Autonomisation des femmes et des jeunes :** Plusieurs intervenants ont souligné que les programmes axés sur l'autonomisation des femmes et des jeunes constituaient la clé du progrès. Il s'agit notamment d'initiatives en matière de leadership, telles que le réseau Africa Women Leaders in Agroecology (AWOLA), ainsi que de programmes offrant aux jeunes des formations et des financements par l'intermédiaire de centres spécialisés.

> **Apprentissage par l'expérience :** Les intervenants ont souligné qu'il s'agissait là d'un outil puissant pour influencer les décideurs politiques. PELUM Kenya, par exemple, a remporté un franc succès en emmenant ses décideurs politiques observer la mise en œuvre de la politique biologique bien établie de l'Ouganda.

> **Mise en place de plateformes collaboratives :** Les participants à la discussion ont souligné la nécessité de cesser de travailler en vase clos. La CEDEAO, par exemple, rassemble tous les acteurs de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest afin de former un front uni, tandis qu'au Kenya, un forum intersectoriel pour l'agroécologie réunit différentes parties prenantes afin d'accélérer le processus politique.

> **Mieux tirer parti des médias :** Le Dr Mujaju a fait valoir que le mouvement devait utiliser les médias de manière plus efficace, par exemple pour partager des exemples de réussite et promouvoir auprès du grand public les avantages de l'agroécologie en matière de santé et de durabilité •


05
06
07



Exploration des thèmes liés à l'agroécologie et des domaines connexes

Exploration des thèmes liés à l'agroécologie et des domaines connexes

Les sessions en espace ouvert, au cours desquelles les participants ont eux-mêmes défini l'ordre du jour, ont une nouvelle fois mis en évidence le caractère participatif de la réunion. Au total, plus de 20 sessions ont été organisées ! Ce tour d'horizon ne rend pas pleinement compte de la diversité des sessions ni de la richesse des débats ; il donne simplement un aperçu des thèmes abordés à travers les trois axes interdépendants qui se sont dégagés, et qui ont permis de tisser des liens entre les questions relatives aux droits, à l'économie et à la culture.

6.1 Thématique 1

La lutte politique pour la terre et les droits

Un thème récurrent qui s'est dégagé de plusieurs sessions était la conviction que l'agroécologie ne peut exister sans un accès garanti à la terre et sans la reconnaissance des droits de la personne. Les discussions ont clairement montré que les compétences techniques en matière d'agriculture ont peu d'importance si les terres elles-mêmes sont menacées.

Les participants ont mis en évidence la menace que représente l'accaparement des terres par des entreprises qui étendent leurs plantations, notamment celles de palmiers à huile, et ils ont également souligné l'impact négatif de l'exploitation minière. Les participants ont établi un lien entre la question de la sécurité d'accès à la terre et la crise alimentaire de 2008, et ils ont estimé que le problème était souvent aggravé par les gouvernements qui accordent des permis privant les agriculteurs de leurs terres. Ce combat se poursuit. Un lien a également été établi avec les inégalités entre les sexes, l'accès des femmes à la terre étant particulièrement précaire.

Un groupe a conclu que la lutte pour la terre est une lutte visant à récupérer le territoire communal aux mains de l'agro-industrie. L'une des principales conclusions a été que le pouvoir lui-même doit être décentralisé et équilibré, afin de créer des espaces plus sûrs permettant aux communautés de faire valoir leurs droits. L'autonomisation des femmes a été considérée comme un élément central de cette démarche, et des modèles réussis tels que l'initiative AWOLA et la promotion des femmes à des postes de direction au Zimbabwe ont été cités en exemple.

Il ressort de ces discussions que financer l'agroécologie doit également signifier financer la défense des intérêts politiques. Aider les agriculteurs à améliorer leurs sols ne suffit pas s'ils risquent de les perdre au profit d'une société minière ou d'une plantation l'année suivante. Les parties prenantes doivent reconnaître que la défense des droits fonciers et la lutte pour un changement de politique ne sont pas distinctes de l'agroécologie ; il s'agit d'une condition préalable.

6.2 Thématique 2

Construire une économie viable et fondée sur des principes

La deuxième thématique portait sur le défi concret que représente la construction d'une économie fondée sur l'agroécologie. Les discussions sur la finance, l'entrepreneuriat et les marchés ont toutes porté sur la manière de créer des systèmes à la fois rentables et respectueux de certains principes.

L'un des principaux défis réside dans le manque de financement durable. Le système financier international n'est pas conçu pour soutenir les petits producteurs, et les petits dons ne suffisent pas à résoudre les problèmes systémiques d'ordre politico-économique.

> *Les entrepreneurs se heurtent à des obstacles pour accéder aux capitaux, aux marchés et à l'assistance technique. Au niveau des marchés, les difficultés comprennent des infrastructures déficientes, une tarification inéquitable et des systèmes qui restent régis par des lois coloniales obsolètes.*

Deux philosophies économiques distinctes ont vu le jour. L'une d'entre elles s'est attachée à innover au sein du système financier : au Cameroun, par exemple, des groupes de femmes ont réussi à négocier avec des institutions de microfinance pour faire baisser les taux d'intérêt de 8 % à 2 %. L'autre initiative visait à mettre en place des solutions de rechange au système bancaire traditionnel ; on peut citer à titre d'exemple la « Calebasse de la Solidarité » au Sénégal, un système de crédit traditionnel destiné aux femmes, fondé sur la confiance, qui fonctionne sans intérêts et soutient des projets sociaux. En ce qui concerne les marchés, l'un des principaux enseignements a été la nécessité de moderniser les infrastructures, notamment en matière de gestion des déchets et de stockage, sans pour autant perdre le « caractère africain » culturel de ces pôles sociaux.

Il existe une tension entre le besoin de capitaux financiers et la volonté de préserver le contrôle communautaire. À mesure que les entreprises agroécologiques connaîtront le succès, elles attireront des investissements institutionnels. L'un des défis futurs pour ce mouvement consistera à développer des modèles hybrides capables d'intégrer des financements à plus grande échelle sans pour autant sacrifier la confiance locale et les principes éthiques qui ont fait leur succès au départ.

6.3 Thématique 3

Mettre à profit la culture et le savoir intergénérationnel

Un autre thème récurrent dans les discussions a été la prise de conscience que l'agroécologie est une pratique vivante et non pas simplement un ensemble de techniques, et que la pérennité du mouvement dépend de la valorisation des savoirs traditionnels et de l'implication de la prochaine génération. Le risque de voir disparaître les savoirs traditionnels est bien réel, et les jeunes considèrent souvent l'agriculture comme peu attrayante ou « sale ». Cela peut créer un fossé générationnel qui empêche la transmission des savoirs locaux des aînés.

Selon les membres du groupe, la solution consiste à changer le discours. Le groupe chargé de la thématique « Jeunesse » a insisté

sur l'importance de recourir à l'art, à la nature et aux nouvelles technologies pour établir un lien avec les jeunes et leur montrer que l'agriculture peut être innovante. La discussion sur les « systèmes alimentaires sains » a porté sur la nécessité de reconnaître officiellement et d'étudier les systèmes de savoirs autochtones (SSA) ainsi que les systèmes de semences gérés par les agriculteurs, considérés comme le fondement d'une alimentation saine. La notion d'économie a été redéfinie comme « prendre soin de son foyer », c'est-à-dire ancrer le travail dans des valeurs culturelles plutôt qu'uniquement sur le commerce.

La durabilité de l'agroécologie repose autant sur la transmission de récits et de culture que sur la science des sols. Pour les parties prenantes, cela signifie que les investissements dans les manifestations culturelles, les programmes d'apprentissage intergénérationnel et les expressions artistiques de l'agroécologie ne constituent pas de simples « extras » sans importance ; il s'agit au contraire d'investissements dans la résilience et le dynamisme à long terme du mouvement •





Village de Kufunda / **Zimbabwe**


06
07
08



Recommandations **concernant la stratégie du fonds pour l'agroécologie**

Recommandations concernant la stratégie du fonds pour l'agroécologie

Fidèle aux principes de la philanthropie fondée sur la confiance, le Fonds pour l'agroécologie souhaite vivement recueillir les commentaires critiques sur ses orientations stratégiques de la part de ceux qu'il a pour vocation de servir, à savoir les bénéficiaires qui constituent le pilier des mouvements agroécologiques. Cette rencontre d'échange d'apprentissage fait également office d'une sorte d'« assemblée » permettant d'écouter les suggestions de ces parties prenantes clés. Au cours d'une session spéciale, les participants ont d'abord assisté à une présentation générale de la stratégie du Fonds pour l'agroécologie, puis ont fait part de leurs commentaires et suggestions.

Ces recommandations, ainsi que d'autres issues des Échanges d'apprentissage d'Asie et des Amériques, seront prises en compte dans les délibérations menées par le Fonds pour l'agroécologie lors de l'élaboration de son plan stratégique 2026-2031. Les nombreuses recommandations formulées lors de cet échange d'apprentissage ont été regroupées en quatre grands axes, présentés ci-dessous.

7.1 Affiner les processus de financement et d'octroi de subventions

Les participants ont proposé plusieurs moyens de rendre l'attribution des ressources du Fonds pour l'agroécologie plus efficace et plus accessible :

> Le Fonds pour l'agroécologie devrait définir des domaines d'intervention clairs, tels que des chaînes de valeur spécifiques à fort potentiel

> Il faudrait assurer un équilibre entre le financement accordé aux grands partenaires bien établis et celui destiné aux petits groupes communautaires émergents



> Il faudrait prévoir des subventions plus importantes afin de permettre la réalisation de projets d'envergure

> Le financement devrait couvrir les aspects « matériels », tels que l'équipement et les infrastructures ; ceux-ci sont souvent négligés au profit des aspects « immatériels », comme la planification et la formation

> Le Fonds pour l'agroécologie devrait simplifier ses procédures de demande et de rapport afin de rendre les subventions plus accessibles aux organisations de terrain.

7.2 Renforcer le développement des capacités et le partage des connaissances

Un thème récurrent a été la nécessité de renforcer les compétences et de partager les connaissances des partenaires au sein du réseau. Les participants ont estimé que :

> Le Fonds pour l'agroécologie devrait continuer à aider les partenaires à élaborer des plans d'affaires solides, susceptibles de les aider à créer des entreprises viables

> Les savoirs et pratiques traditionnels devraient être documentés, notamment les méthodes de production de semences et la mise en place de systèmes alimentaires sains

> Afin de faciliter l'apprentissage collectif, le Fonds pour l'agroécologie devrait continuer à créer des plateformes permettant aux partenaires du réseau de partager leurs connaissances et leurs expériences

> Le Fonds pour l'agroécologie devrait investir dans une recherche participative et menée par les communautés, afin de garantir sa pertinence.




AGROECOLOGY
LEARNING EXCHAN
ZIMBABW



7.3 Renforcer la création de réseaux et de mouvements

Les participants ont souligné l'importance du rôle joué par le Fonds pour l'agroécologie dans la mise en réseau et le renforcement du mouvement agroécologique au sens large. Ils ont estimé que :

> Le Fonds pour l'agroécologie devrait continuer à mettre en relation les différents acteurs, notamment les bailleurs de fonds, les décideurs politiques, les producteurs et la société civile

> Le Fonds pour l'agroécologie devrait soutenir les initiatives visant spécifiquement à autonomiser les femmes et les jeunes ; cela est considéré comme essentiel pour l'avenir du mouvement

> Il convient de s'efforcer de renforcer la solidarité entre tous les partenaires afin d'éviter la concurrence et de favoriser la collaboration.

7.4 Renforcer le plaidoyer stratégique et l'influence

*Les partic*ipants ont estimé que :

> Le Fonds pour l'agroécologie devrait aider ses partenaires à influencer les politiques à tous les niveaux, y compris au sein des administrations locales, nationales et régionales

> Le Fonds pour l'agroécologie devrait identifier et soutenir une nouvelle génération de leaders au sein du mouvement

> Le Fonds pour l'agroécologie pourrait contribuer à la création d'une université spécialisée dans l'agroécologie ! Cela permettrait de systématiser les connaissances et de renforcer les c*apacités sur le long terme*


07
08
09



Conclusion

Conclusions

L'échange d'apprentissages du Zimbabwe a permis de tirer plusieurs conclusions claires quant à l'avenir des économies agroécologiques en Afrique et a donné lieu à une série de mesures concrètes à mettre en œuvre. Tout d'abord, la force de ce mouvement réside dans les liens qui l'unissent.

Les moments les plus marquants de l'atelier ont été ceux où des liens se sont tissés entre différentes personnes et idées, par exemple lorsque la réalité du terrain a rencontré la politique, lorsque la finance communautaire a croisé le chemin des bailleurs de fonds institutionnels, et lorsque les savoirs traditionnels ont été associés à de nouveaux modèles économiques. Établir ces liens est la clé du succès. Deuxièmement, il est apparu clairement que le principal défi consiste à mettre en place une économie à la fois fondée sur des principes et rentable.

Cela nécessite la mise en place de nouveaux modèles concrets pour la finance, les marchés et les entreprises, qui ne reposent pas uniquement sur le profit, mais aussi sur les valeurs communautaires. Enfin, cet événement a clairement montré que le mouvement agroécologique est un mouvement porteur de solutions. Les participants ne se sont pas contentés d'évoquer les problèmes ; ils ont partagé une grande variété de solutions éprouvées, concrètes et porteuses d'espoir qui font déjà leurs preuves sur le terrain.

Les bénéficiaires se sont engagés à poursuivre leurs efforts pour renforcer les réseaux régionaux, améliorer les stratégies de communication et influencer les politiques afin de consolider davantage les mouvements nationaux et continentaux. Le Fonds pour l'agroécologie, quant à lui, continuera à soutenir activement et à renforcer les fonds régionaux pour l'agroécologie en Afrique afin d'injecter davantage de ressources financières dans les réseaux d'agroécologie de base ; il continuera également à organiser et à financer des échanges d'apprentissage afin d'offrir un espace permanent propice à de riches expériences d'apprentissage.

Lorsque les communautés de première ligne et les institutions disposant de ressources financières unissent leurs forces, la possibilité pour l'Afrique et d'autres régions du monde de mettre en place des systèmes alimentaires justes et durables peut se rapprocher de la réalité.



Remerciements

> À l'équipe d'animation du village de Kufunda pour nous avoir guidés tout au long de ces journées passées ensemble à mener des conversations profondes et créatives

> À Tamara Espinoza, vidéaste, et à son équipe technique pour avoir immortalisé les récits des bénéficiaires à travers l'Afrique et notre processus d'apprentissage collectif

> À l'équipe PELUM Zimbabwe pour nous avoir accueillis et avoir pris en charge toute la logistique

> À Joyce Chimbi et John Wilson pour leur aide dans la rédaction de ce rapport

Les Références

Farrelly, M., G. C. Westwood, And S. Boustred, S. (Eds). 2021. Agroecology:
The Bold Future of Farming for Africa. Kampala, Uganda: Alliance for Food Sovereignty in Africa. https://afsafrica.org/wp-content/uploads/2019/05/agroecology-the-bold-future-of-farming-in-africa-ebook-2-page-spreads.pdf

Fiore, V., D. Carlucci, M. Borrello, and G. Giannoccaro. 2024.
"The Socio-economic Issues of Agroecology: A Scoping Review." Agricultural and Food Economics 12 (1). DOI:
https://link.springer.com/article/10.1186/s40100-024-00311-z.

Golay, C. 2024. L'UNDROP dans les travaux des mécanismes de droits humains des Nations Unies. Genève, Suisse : Defending Peasants' Rights, United Nations.
https://defendingpeasantsrights.org/en/undrop-in-the-work-of-united-nations-human-rights-mechanisms/.

HLPE-FSN (High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition, Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition).
2019. Approches agroécologiques et autres approches novatrices pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables propres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE). Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
https://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/HLPE/reports/HLPE_Report_14_FR.pdf.

IPES Food (International Panel of Experts on Sustainable Food Systems, International Panel of Experts on Sustainable Food Systems). 2024.
Alimentation ancrée : Les marchés territoriaux comme piliers de la résilience et de la sécurité alimentaire Bruxelles, Belgique : International Panel of Experts on Sustainable Food Systems.
https://ipes-food.org/wp-content/uploads/2024/07/AlimentationAncreeFR.pdf.

Moratiadou, I., A. Wezel, K. Kamilia, A. Marchetti, M. L. Paracchini, and P. Bàrberi. 2024.
"The SocioEconomic Performance of Agroecology: A Review." Agronomy for Sustainable Development 44 (19).
https://doi.org/10.1007/s13593-024-00945-9.

UN SSE (United Nations Sustainable Stock Exchanges). 2023.
2023 Annual Report. Genève et New York : United Nations Conference on Trade and Development.
https://sseinitiative.org/sites/sseinitiative/files/documents/un-sse-results-and-impact-report-2023.pdf


we are the guardian



www.agroecologyfund.org